899

Case
FRC
8874

L'ULTIMATUM
DES
SOUTIENS DU TRÔNE,
OU
LETTRE AU ROI,

SUR L'ORGANISATION DE SON ARMÉE.

1790.

M & W 17775

THE NEWBERRY LIBRARY
CHICAGO

L'ULTIMATUM
DES
SOUTIENS DU TRÔNE,
OU
LETTRE AU ROI,

Sur l'organisation de son armée.

SIRE,

LES occasions de sacrifier sa vie pour son maître, s'offrent rarement ; celles de lui faire connoître d'importantes vérités sont trop négligées : cependant, vous parler avec courage et mourir pour votre gloire, sont

également les devoirs de l'honneur et de la fidélité. Trop animés de ses sentimens pour soupçonner même d'autres considérations, nous venons supplier votre majesté de nous entendre et lui demander de l'attention.

D'un côté l'excès de la perversité, de l'autre le dernier degré de la démence, ont renversé le trône et fait disparoître la monarchie. Mais les coupables se dissiperont; l'aveugle multitude n'ayant que des passions, en change sans cesse; et la partie saine de la nation, qui seule a des principes arrêtés, finira par les faire triompher. Ce retour est d'autant plus infaillible, que la nouvelle constitution qui va s'essayer sous votre empire, est jetée de manière qu'une puissance religieuse, qu'une organisation judiciaire, qu'une institution militaire, ne peuvent y trouver de base. Jamais la terre ne vit s'élever un édifice politique, aussi monstrueux, conséquemment si périssable.

Voilà, SIRE, le sommaire de notre état actuel, et des ressources qu'il présente.

Le danger le plus pressant à redouter maintenant, seroit qu'on s'avisât de vouloir

dissoudre la force collective, pour en fortifier les diverses parties du systême d'anarchie, ce qui le rendroit plus audacieux, plus destructeur et plus durable. C'est là le plus imminent péril que votre majesté ait à craindre, et celui qu'elle doit écarter à tout prix.

Nous sommes arrivés au moment où ce danger nous menace. L'assemblée nationale enhardie par ses succès et par l'enthousiasme d'un peuple qu'elle égare, va frapper les derniers coups. L'abus de la confiance et la transgression des mandats, sont pour elle un jeu politique. Déja son comité annonce le projet de désorganiser tout le corps de l'armée, pour en distribuer toutes les parties dans les départemens de notre naissante république fédérative ; et, pour s'assurer le zèle et l'obéissance des troupes, il destine aux bas officiers et aux citoyens des communes les grades d'officiers qu'il rendra vacans.

De cet ordre de chose, SIRE, il résultera que chaque département sera une puissance réelle, formellement circonscrite et claire-

ment exprimée, puisqu'elle réunira une hiérarchie religieuse, un pouvoir judiciaire complet dans tous ses degrés, un pouvoir exécutif par ses milices nationales, ses troupes régulières et leurs chefs, et un pouvoir administratif et législatif dans ses municipalités, ses assemblées de canton, de districts ou sections, et de département.

Alors les états-généraux deviendroient une diète, et ses membres se trouveroient constamment les souverains du corps fédéral. Le trône seroit conservé, peut-être, pendant le règne de votre majesté, comme un antique simulacre, tant que l'on n'auroit point à se plaindre de votre résistance. Mais après vous, SIRE, il disparoîtroit à jamais. Il n'est plus possible de fermer les yeux à l'évidence colossale de ce plan.

Tous les moyens qui peuvent en assurer le succès sont ouvertement employés ; on corrompt la fidélité des bas-officiers, par l'appât des grades supérieurs ; on supprime la noblesse, que les gens d'honneur se proposoient pour modèle, et dont l'exemple étoit le frein et la leçon du soldat. Celui-ci,

aveuglé par l'espoir tentateur de devenir officier, n'apperçoit pas l'inconvénient fâcheux d'être commandé par un parvenu qu'il ne pourra ni chérir, ni respecter.

Cependant la discipline et la subordination françoise, appartenant bien plus à nos mœurs qu'à nos lois, n'existent essentiellement que dans la différence des conditions. C'est aussi dans cette différence parfaitement assignée, qu'il faut chercher la cause de la supériorité reconnue des officiers françois sur ceux des autres nations, et la raison de la juste opinion où sont tous les peuples, qu'ils font la force des armées de votre majesté; que l'on dérange cet ordre, il n'y aura plus de subordination et de discipline possibles en France, c'est-à-dire dans un état placé au milieu de plusieurs grandes puissances qui ont des armées nombreuses, arrivées à la perfection dans toutes les parties de l'institution militaire.

Il faut donc conclure du système que l'on vient de forger sur l'armée :

1°. Qu'elle sera réellement indépendante du monarque, qui, sans elle, ne seroit plus

qu'un fantôme que l'on conserveroit par complaisance.

2e. Qu'en faisant fuire la noblesse du corps militaire, votre majesté perdroit ses plus fidèles sujets et son unique espoir pour tous les tems.

3o. Que le royaume deviendroit tôt ou tard la conquête de la première puissance qui voudroit bien nous rendre ce service, conquête d'autant plus facile et plus sûre, qu'elle seroit desirée, appelée, senondée par tous les françois las de l'anarchie, et révoltés d'un régime justement abhorré pour tout homme doué de quelque fierté, n'importe dans quel ordre, dans quelle classe que le hasard l'ait fait naître.

Le péril, SIRE, du nouvel attentat contre lequel nous parlons ici, est tellement pressant, que, sitôt que les délibérations de l'assemblée nationale auront fait connoître ses dispositions à cet égard, le refus de votre sanction ne suffiroit pas pour vous sauver, parce qu'alors on vantera aux troupes ce que l'on vouloit faire pour le soldat

et

et les bas-officiers, et que l'on exagérera, que l'on noircira même les motifs de votre résistance. Dès-lors, SIRE, votre armée deviendra votre ennemie.

SIRE, au nom de cette longue dinastie de souverains, si respectée du monde et si chère aux françois; au nom de tous les monarques qui doivent sortir de vous pour le bonheur de notre postérité, par bonté pour vingt-quatre millionsl d'hommes qui ne seront jamais qu'infortunés sans leur légitime maître, par un trop juste retour pour l'ordre de cette noblesse dont le sang cimenta votre trône, et qui ne veut se conserver que pour se dévouer à votre gloire, interrogez votre cœur; il est le temple de toutes les vertus, et, pour les rois, une fermeté digne de leur sceptre fut toujours la première : il vous dira que, dans un moment qui doit décider de la destinée de l'empire, votre seul intérêt, comme votre unique devoir, est de le sauver. Prévenez le coup qui va vous renverser sous ses débris; dites à cette assemblée de législateurs : « *Je vous défends de vous occuper* » *de mon armée, sous quelque prétexte,* » *d'après quelque motif que ce puisse être.*

» Si, pour prouver mon amour à mes sujets,
» j'ai bien voulu laisser à leurs représentans
» le soin de leur législation, le pouvoir
» exécutif, dans lequel je me suis circons-
» crit, doit me rester dans toute sa plénitude
» et son intégrité. Telle est mon intention
» la plus absolue, la plus invariable, parce
» que de l'exercice de ce pouvoir dépend la
» sûreté de l'état, dont l'armée est le moyen
» principal et essentiel : il n'appartient qu'à
» moi d'en diriger les mouvemens. Si à cet
» égard, vous m'opposez des obstacles, si
» vous me refusez les secours nécessaires
» pour solder et conserver mes troupes,
» j'irai en personne les demander à vos
» commettans ; et, si cette détermination
» ne déconcerte pas vos desseins, ma con-
» duite apprendra à la terre et aux siècles
» à venir, que je fus à la fois roi de France
» et le premier gentilhomme françois. »

Pardonnez, SIRE, à notre amour, à notre désespoir, si nous osons articuler pour vous les sentimens que vous éprouvez et que vous exprimerez mille fois mieux que nous, mais il est si vrai, il est d'une vérité un million de fois démontrée, que le silence de votre

majesté, dans cette occasion, la plongeroit, elle et le royaume, dans des malheurs éternels et sans retour; et qu'au contraire, un parti nerveux lui fera voir ses ennemis tremblans, anéantis, et la France à ses pieds. Maintenant les provinces, la capitale sur-tout, commencent à se réveiller avec honte de leur délire; et tous les fidèles sujets de votre majesté n'attendent que le premier acte de son courage, pour se livrer au leur. Une circonstance aussi instante et d'un aussi grand effet, ne se présentera plus.

Nous sommes de votre majesté,

SIRE,

Les très-humbles
et très-fidèles
sujets * * *.

Juillet 1790.